

CONGO

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°5051 - MERCREDI 16 JUILLET 2025

## ELECTRICITÉ

# Réfection de la ligne Brazzaville/Pointe-Noire

Le directeur général de la compagnie pétrolière italienne Eni a annoncé, à l'issue d'un entretien avec le président Denis Sassou N'Gusso, le démarrage des travaux de réhabilitation de la ligne électrique haute tension entre les villes de Pointe-Noire et de Brazzaville. « Nous avons commencé le travail sur la ligne haute tension avec la centrale de distribution afin de rétablir toute la ligne de Djeno jusqu'à Brazzaville, en vue d'utiliser tout le potentiel de la centrale », a-t-il déclaré.

Page 16

L'audience  
entre Denis  
Sassou  
N'Gusso et  
Claudio Des-  
calzi/Presse  
présidentielle



## EDUCATION

## Plus de 125 000 candidats passent les épreuves du BEPC

Les épreuves du Brevet d'études du premier cycle (BEPC) ont démarré hier sur toute l'étendue du territoire national, regroupant 125 265 candidats répartis en 542 centres pour un taux de participation de 2,60% contre 2,27% en 2024.

Page 5



Les candidats en salle d'examen/Adiac

## COOPÉRATION

## La France engagée à renforcer ses liens avec le Congo



Claire Bodonyi délivrant son message/Adiac

L'ambassadrice de France en République du Congo, Claire Bodonyi, a réitéré le 14 juillet, dans la capitale congolaise, la volonté de son pays d'œuvrer en faveur de la promotion de l'histoire partagée entre les deux pays. Elle s'est exprimée à l'occasion de la fête nationale française en présence des autorités nationales et des diplomates étrangers en poste au Congo.

Page 16

## CÉMAC

## Les chefs d'Etat se réuniront en août à Bangui

Les dirigeants des pays membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) se réuniront le 9 août prochain, dans la capitale de la Répu-

blique centrafricaine, dans le cadre de la 16e session ordinaire de la conférence des chefs d'Etat.

Page 9

## ÉDITORIAL

## Axe sud

Page 2

## ÉDITORIAL

## Axe sud

Après son passage dans douze localités allant d'Ignié dans le département du Djoué-Lefini, à Epena dans la Likouala, la caravane de l'entrepreneuriat met le cap sur la zone sud du Congo. Ce 16 juillet elle sera en effet lancée à Dolisie dans le Niari.

La caravane continue ainsi de sillonner les contrées de l'arrière-pays pour mettre à la disposition des jeunes des informations utiles à la création d'entreprises et les aider à transformer leurs idées en projets réalisables. Cette initiative permet de susciter davantage de vocations entrepreneuriales suivant l'engagement pris par les pouvoirs publics autour du projet : « Un jeune, une entreprise ».

Soutenir l'auto-emploi et l'employabilité des jeunes est l'un des enjeux de cette initiative mise en route par le département ministériel chargé des petites et moyennes entreprises il y a quelques mois. Sa philosophie se résume en une phrase : « Jeunes, osez entreprendre ».

Pour rester concrets, en tenant compte des potentialités des localités concernées, les acteurs sensibilisent les bénéficiaires aux opportunités de création d'emplois qui existent dans leur environnement immédiat en les assistant dans l'élaboration des plans d'affaires.

Il s'agit d'amener les jeunes à prendre conscience de ce que les ressources disponibles dans leurs localités sont autant d'occasions à saisir pour réaliser des projets socio-économiques qui feront d'eux de vrais acteurs du développement. L'heure est venue pour les jeunes de tirer pleinement profit de ces expériences uniques sans plus attendre.

Les Dépêches de Brazzaville

## ACTUALITÉ POLITIQUE

## Le Club 2002 PUR recadre le président du RDD

Le secrétaire général du Club 2002, Parti pour l'unité et la République (PUR), dans une interview accordée à la presse, a réagi aux propos tenus récemment par le président du Rassemblement pour la démocratie et le développement (RDD), Jean Jacques Serge Yhombi Opango. Selon Juste Désiré Mondelé, « le RDD ne peut ni menacer le PCT, encore moins la Majorité présidentielle. Nous ne l'accepterons pas ».

D'après le secrétaire général du Club 2002-PUR, leur silence « ne doit pas être interprété comme une faiblesse. Personne ne nous intime, ils ne sont pas plus forts que nous », a-t-il averti, après l'assemblée générale de son parti. Conscient du fait qu'à l'approche des échéances électorales il se passe beaucoup de choses, le Club 2002-PUR estime qu'en sa qualité de force de proposition, il travaille dans le laboratoire. « Nous avons suivi dans les médias le président du RDD dire que le Congo était dirigé par un régime nazi, fasciste. Le débat politique est un débat d'idées, vouloir régler les comptes personnels en embarquant même des enfants qui ne sont pas encore nés, ce n'est pas possible, et nous ne l'accepterons pas...Lorsqu'on parle de nos projets, de nos dossiers, de notre démocratie, de notre discours, de nos envolées, n'ayons pas le sentiment qu'on est plus fort que les autres. Le RDD ne peut ni menacer le PCT, encore moins la Majorité présidentielle. Nous ne l'accepterons pas », a dénoncé le secrétaire général du Club



Juste Désiré Mondelé

2002-PUR, précisant que son parti est né pour combattre le tribalisme. Pour lui, ceux qui font du bruit ne sont pas toujours les plus forts. La Majorité présidentielle étant en responsabilité n'a pas à trop parler, mais agir, parce qu'elle a des problèmes des citoyens à régler, parfois dans des contextes économiques délétères, difficiles. « Cependant, notre silence ne doit pas être interprété comme une faiblesse. Ce

ne sont pas ceux qui crient fort, qui parlent dans les médias qui sont les plus puissants et les plus forts. Bien au contraire, ce sont les plus faibles. Donc, à ce jeu de menaces, d'invectives..., on n'est pas impressionné. En tout cas, le Club 2002 continuera à prôner l'unité, le dialogue, le rassemblement », a conclu Juste Désiré Mondelé.

Parfait Wilfried Douniama

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya  
Grand reporter : Nestor N'Gampoula  
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Roger Ngombé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossilé  
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

## LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh  
Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo  
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé / Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo  
Chef de service : Clotilde Ibara  
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

## PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi  
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

## INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,  
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

## ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira  
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi  
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo  
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,  
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal  
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo  
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima  
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

## COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse  
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

## LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala  
Adjoint à la direction : Elvy Bombete  
Coordonnateur :  
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

## INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbengué Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

## LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala  
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

## MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

## CENTRE DE REFLEXION SUR

## L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepechesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél. : (+242) 06 895 06 64  
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

\*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,  
eMail : contact@inc-sa.com,  
site Internet www.inc-sa.com

## HYDROCARBURES

## La réunion des prix tenue dans la capitale économique

Le ministre des Hydrocarbures, Bruno Jean Richard Itoua, a présidé, du 10 au 12 juillet à Pointe-Noire, la réunion de fixation des prix des hydrocarbures produits en République du Congo au deuxième trimestre de l'année en cours. Il avait à ses côtés des experts et des représentants des sociétés pétrolières.

Les prix fixés et les différentiels des hydrocarbures produits au Congo arrêtés au cours de la réunion se présentent en dollars ainsi qu'il suit par baril.

. Djeno mélange: le prix fixé est de 66,073 pour un différentiel de -0,550 au mois d'avril ; de 66,04 pour un différentiel de -0,103 en mai ; de 69,859 pour un différentiel de -1,746 en juin.

. Nkossa Blend: le prix fixé en avril est de 64,229 pour un différentiel de -0,237 ; de 65,136 pour un différentiel de -0,200 en mai ; de 69,731 pour un différentiel de -1,100 en juin.

. Nkossa Butane: 42,898 pour un différentiel de 0,000 en avril ; 41,441 pour un différentiel de 0,000 en mai ; 41,476 pour un différentiel de 0,000 en juin.

. Nkossa Propane: 30,822 pour un différentiel de -1,618 en avril ; 29,206 pour un différentiel de -1,618 en mai ; 29,801 pour un différentiel de -1,618 en juin.

Les moyennes trimestrielles pondérées aux productions de ces différentes qualités sont les suivantes :



Le ministre Bruno Jean Richard Itoua clôturant la réunion/Adiac

. Djeno mélange : 67,367 dollars par baril avec un différentiel de -0,814 dollar par rapport au Brent daté ;

. Nkossa Blend : 66,408 dollars par baril avec -0,518 dollar de différentiel par rapport au Brent daté ;

. Yombo : 65,427 dollars par baril avec -0,670 dollar de différentiel par rapport au Brent daté ;

. Butane : 41,709 dollars par baril

avec un différentiel de 0,000 par rapport aux cargaisons de Butane North West Europ ;

. Propane : 30,181 dollars par baril avec -1,618 de différentiel par rapport aux cargaisons de propane Mont Belvieu.

La moyenne trimestrielle des prix fixés des hydrocarbures au deuxième trimestre 2025 est de 66,401 dollars par baril, avec un différen-

tiel trimestriel moyen de -0,668 dollar par baril.

Clôturant les travaux de cette rencontre, le ministre des Hydrocarbures a signifié que le deuxième trimestre s'est inscrit dans un contexte international complexe à la fois sur le plan économique, géopolitique et énergétique. L'exploration est toujours là, la production doit être améliorée et augmentée

dans une dynamique nationale. « Nos efforts en tant qu'Etat, nous nous arrêterons pas qu'aux champs les plus importants. Il nous a été demandé de ne laisser aucune goutte productible d'huile ou de gaz sous la terre, c'est notre devise. C'est-à-dire de tout faire, que celle-ci sorte de terre et se traduise en une production, en des revenus et en des emplois en plus », a déclaré Jean Richard Itoua.

Précisons que cette réunion a été organisée par la société Ammat Global Ressources, conformément à la réglementation en vigueur et en application des contrats de partage de production qui disposent que dans le mois suivant la fin de chaque trimestre, le Congo et les entités du groupe contracteur se rencontreront afin de déterminer, d'un commun accord, pour chaque qualité d'hydrocarbures liquides produite, le prix fixé pour chaque mois du trimestre écoulé. La prochaine réunion est prévue du 8 au 12 octobre et sera organisée par la société Wing-Wah E&P.

Séverin Ibara

## SANTÉ COMMUNAUTAIRE

## Près de 1000 personnes attendues pour les soins gratuits à Owando

La campagne gratuite des soins préventifs, curatifs et de réadaptation aura lieu du 23 juillet au 2 août, à l'hôpital général 31-juillet d'Owando, dans le département de la Cuvette. L'annonce a été faite par l'initiateur de la Dynamique Owando pluriel (DOP), le député Joël Abel Owassa, lors d'un déjeuner le 12 juillet à Brazzaville.

L'événement est dénommé « Opération coup de poing santé ». Il est organisé par la DOP en partenariat avec le ministère de la Santé et de la Population pour dépister et soigner gratuitement les patients d'Owando et des villages environnants, dans le cadre de la célébration du cinquantenaire de l'hôpital général 31-juillet de cette ville, le premier dans la partie Nord du Congo, construit dans le cadre de la coopération sino-congolaise.

Pendant cette période, les malades subiront des interventions chirurgicales endoscopiques avec une rallonge, selon leur nombre. Des prestations seront données par le corps médical constitué de dix-huit spécialistes en provenance de la France, de Brazzaville, de Pointe-Noire et de bien d'autres centres hospitaliers du pays.

Le coordonnateur de la DOP, Joël Abel Owassa, a expliqué à cette occasion que la campagne de soins gratuits permettra aux jeunes médecins venus de Cuba d'assimiler leurs connaissances

acquises. Il a rappelé aussi les différentes actions de cette Dynamique dans le domaine de la formation des jeunes. 347 jeunes désœuvrés ont été formés dans divers métiers et ont bénéficié des certificats de fin de formation. A cet effet, près de 70% d'entre eux sont dans le processus d'insertion et d'autonomisation en vue de leur prise en charge.

Pour lui, la mission de la DOP est d'accompagner les actions concrètes de la politique du chef de l'Etat, dans le cadre de la lutte contre le chômage et les antivaleurs. « Cette œuvre philanthropique de la Dynamique Owando pluriel, est hautement saluée par le chef de l'Etat qui avait choisi d'implémenter ce modèle d'Owando dans d'autres départements en prélude de la vision gouvernementale. La Dynamique, fidèle à ses objectifs, avait choisi de regrouper dans la localité soixante participants dans un atelier de partage », a-t-il rappelé.

Le secrétaire technique du co-



Une enquête réalisée dans cette localité avait montré que la tranche d'âge de 40 à 70 ans était atteinte de diabète, soit 44%/DR

mité préparatoire du cinquantenaire de l'hôpital 31-juillet d'Owando, le Dr Alexis Elira Dokekias a souligné, pour sa part, l'importance de l'existence et de la revitalisation de cet hôpital général. D'après lui, une enquête réalisée dans cette localité avait montré que la tranche d'âge de 40 à 70 ans était atteinte de diabète sucre-

rie, soit 44% , et plus de 52% hypertendus.

« C'est le bénévolat, les équipes se déploieront dans les villages pour orienter les patients vers l'hôpital. La campagne vise à accueillir 500 à 1000 personnes pour les soins pour permettre aux confrères médecins de s'intéresser au plateau technique

mis en place afin de susciter leur affection à l'intérieur du pays », a-t-il indiqué, assurant « qu'une rallonge pourrait être possible selon le nombre de patients ».

A cette même occasion, une collecte de 13 375 000 FCFA a été organisée pour contribuer à la réussite de l'événement.

Lydie Gisèle Oko



**AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊTS NATIONAL -/- AMI n° 014/MASSAH/PSIPJ-UGP/2025**  
**RECRUTEMENT DE VINGT (20) AGENCES DE COACHING ET D'ENCADREMENT DES JEUNES CANDIDATS A LA FORMATION EN AUTO-EMPLOI**  
**DANS LES VILLES DE BRAZZAVILLE, POINTE-NOIRE, DOLISIE ET OUESSO**

La République du Congo a bénéficié d'un prêt IDA/Banque Mondiale pour financer le projet de protection sociale et d'inclusion productive des jeunes, PSIPJ en sigle.

L'objectif de développement du PSIPJ est de fournir une aide d'urgence aux ménages touchés par la crise sanitaire et économique provoquée par la COVID-19 et d'accroître l'accès des ménages et des jeunes pauvres et vulnérables aux filets sociaux dans les zones d'intervention du projet. Le projet comprend quatre (4) composantes actives : (i) expansion du programme Lisungi pour le relèvement (composante 2) ; (ii) renforcement du système de protection sociale (composante 3) ; (iii) gestion, suivi et évaluation du projet (composante 4) ; (iv) inclusion productive des jeunes vulnérables âgés de 18 à 35 ans (composante 6).

Les services de prestataire (ONG) (« les Services ») comprennent : le coaching, l'encadrement et l'accompagnement de 40 000 jeunes dans le montage et la mise en œuvre des plans d'affaires. (voir tableau de répartition ci-dessous)

Tableau 1 : Données générales sur le coaching et l'accompagnement des jeunes.

Zones de couverture	Données de base	Nombre d'Agences de coaching et d'accompagnement des Jeunes
BRAZZAVILLE	20 800	10
POINTE NOIRE	14 000	6
DOLISIE	2 000	2
OUESSO	3 200	2
<b>TOTAL</b>	<b>40 000</b>	<b>20</b>

La durée de la mission est de douze (12) mois par prestataire à compter de la date de signature de l'Ordre de service.

L'Unité de Gestion du PSIPJ invite les candidats à fournir en français un dossier de manifestation d'intérêt comprenant les informations concises sur leurs capacités techniques et leur expérience (référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, etc.) démontrant qu'ils sont qualifiés pour le coaching et l'encadrement des jeunes.

L'attention des candidats (ONG) est attirée sur la section III, paragraphes, 3.13, 3.15 et 3.16 du « Règlement de passation des marchés pour les emprunteurs sollicitant le financement de projets d'investissement (FPI) » de la Banque mondiale, édition de septembre 2023.

Les ONG seront recrutées sur le plan national sur la base d'une expérience avérée d'au moins cinq ans dans les domaines de montage des plans d'affaires et de l'encadrement des promoteurs des Activités Génératrices de Revenus (AGR).

La sélection des ONG se fera sur la base d'une liste restreinte d'au moins vingt (20) candidats présélectionnés. Les ONG seront sélectionnées conformément aux dispositions décrites dans le Règlement de passation des marchés. Celles-ci seront expressément énoncées dans la demande de propositions.

Les critères de présélection sont les suivants : (i) être une ONG spécialisée dans le domaine de coaching en général et de l'encadrement des jeunes en particulier ; (ii) justifier les missions similaires réalisées (iii) disposer d'un personnel clé qualifié et expérimenté ; (iv) disposer d'un nombre suffisant de coaches ; (v) disposer des capacités logistiques suffisantes (siège, espace de formation dédié, etc.).

Les ONG peuvent s'associer entre elles pour améliorer leurs qualifications, mais ils doivent indiquer clairement si l'association prend la forme d'un consortium et/ou d'une sous-traitance.

Les dossiers de manifestation d'intérêt doivent être déposés sous pli fermé en quatre exemplaires dont un original et en format numérique au siège du projet ou par e-mail à l'adresse ci-dessus, et portés en objet la mention « Recrutement de vingt (20) Agences de coaching et d'encadrement des jeunes candidats à la formation en Auto-Emploi dans les villes de Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie et Ouesso dans le cadre de la mise en œuvre de la sous composante 6.1 du PSIPJ », au plus tard le mercredi 30 juillet 2025, à 16h00 (heure de Brazzaville).

A l'attention du Coordonnateur  
 Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ). Unité de Gestion.

Adresse : Foret patte d'oie, derrière le tennis club, ex-siège du projet Lisungi quartier/Diata ; Tél : 06.135.90.90, Email : cpm@psipj.com

Les candidats intéressés peuvent consulter les Termes de Référence (TDRs) disponibles à l'adresse ci-dessus.

**Fait à Brazzaville, le 15 juillet 2025**

**Le Coordonnateur,**

**Antoine Regis NGAKEGNI**

**AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊTS NATIONAL**  
**AMI n° 013/MASSAH/PSIPJ-UGP/2025**

**RECRUTEMENT DE VINGT (20) PRESTATAIRES DE FORMATION DANS LES VILLES DE BRAZZAVILLE, POINTE-NOIRE, DOLISIE ET OUESSO**  
**DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA SOUS COMPOSANTE 6.1 DU PSIPJ**

La République du Congo a bénéficié d'un prêt IDA/Banque Mondiale pour financer le projet de protection sociale et d'inclusion productive des jeunes, PSIPJ en sigle.

L'objectif de développement du PSIPJ est de fournir une aide d'urgence aux ménages touchés par la crise sanitaire et économique provoquée par la COVID-19 et d'accroître l'accès des ménages et des jeunes pauvres et vulnérables aux filets sociaux dans les zones d'intervention du projet. Le projet comprend quatre (4) composantes actives : (i) expansion du programme Lisungi pour le relèvement (composante 2) ; (ii) renforcement du système de protection sociale (composante 3) ; (iii) gestion, suivi et évaluation du projet (composante 4) ; (iv) inclusion productive des jeunes vulnérables âgés de 18 à 35 ans (composante 6).

Les services de consultant (« les Services ») comprennent la formation de 40 000 jeunes vulnérables dans les domaines de compétences de vie courante, de GERME du BIT niveau 1, de gestion des risques de catastrophe en lien avec le climat, ainsi que dans les domaines techniques choisis par les candidats

Tableau 1 : Données générales sur la formation des jeunes de la sous-composante 6.1

Tableau 1: Données générales sur la formation des jeunes de la sous-composante 6.1

Zones de couverture	Données de base	Nombre de classes pédagogiques de 20 jeunes pour toute la période	Nombre de jeunes à former par mois	Nombre de prestataires de formation (PF)
BRAZZAVILLE	20 800	1 040	1 486	10
POINTE NOIRE	14 000	700	1 000	6
DOLISIE	2 000	100	143	2
OUESSO	3 200	160	229	2
<b>TOTAL</b>	<b>40 000</b>	<b>2 000</b>	<b>2 857</b>	<b>20</b>

La durée de la mission est de douze (12) mois par presta-

taire à compter de la date de signature de l'Ordre de service.

L'Unité de Gestion du PSIPJ invite les candidats à fournir en français un dossier de manifestation d'intérêt comprenant les informations concises sur leurs capacités techniques et leur expérience (référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, etc.) démontrant qu'ils sont qualifiés pour les formations dans les thématiques sus mentionnées.

L'attention des consultants est attirée sur la section III, paragraphes, 3.13, 3.15 et 3.16 du « Règlement de passation des marchés pour les emprunteurs sollicitant le financement de projets d'investissement (FPI) » de la Banque mondiale, édition de septembre 2023.

Les cabinets seront recrutés sur le plan national sur la base d'une expérience avérée d'au moins cinq ans dans les domaines de formation précités.

La sélection des cabinets se fera sur la base d'une liste restreinte d'au moins vingt (20) candidats présélectionnés. Les cabinets seront sélectionnés conformément aux dispositions décrites dans le Règlement de passation des marchés. Celles-ci seront expressément énoncées dans la demande de propositions.

Les critères de présélection sont les suivants : (i) être un cabinet spécialisé dans le domaine de la formation en général et de la formation des jeunes en particulier ; (ii) justifier les missions similaires réalisées (iii) disposer d'une équipe qualifiée ; (iv) disposer des capacités logistiques

suffisantes (siège, espace de formation dédié, etc.).

Les cabinets peuvent s'associer entre eux pour améliorer leurs qualifications, mais ils doivent indiquer clairement si l'association prend la forme d'un consortium et/ou d'une sous-traitance.

Les dossiers de manifestation d'intérêt doivent être déposés sous pli fermé en quatre exemplaires dont un original et en format numérique au siège du projet ou par e-mail à l'adresse ci-dessus, et portés en objet la mention « Recrutement de vingt (20) prestataires de formation dans les villes de Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie et Ouesso dans le cadre de la mise en œuvre de la sous composante 6.1 du PSIPJ », au plus tard le mercredi 30 juillet 2025, à 16h00 (heure de Brazzaville).

A l'attention du Coordonnateur  
 Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ). Unité de Gestion.

Adresse : Foret patte d'oie, derrière le tennis club, ex-siège du projet Lisungi quartier/Diata ; Tél : 06.135.90.90, Email : cpm@psipj.com

Les candidats intéressés peuvent consulter les Termes de Référence (TDRs) disponibles à l'adresse ci-dessus.

**Fait à Brazzaville, le 15 juillet 2025**

**Le Coordonnateur,**

**Antoine Regis NGAKEGNI**

## EXAMENS D'ETAT 2025

## 125 265 candidats passent les épreuves du BEPC

Les épreuves du Brevet d'études du premier cycle (BEPC) sur toute l'étendue du territoire national ont été lancées par le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean Luc Mouthou, le 15 juillet. Les 125 265 candidats répartis en 542 centres représentent un taux de participation en hausse de 2,60% comparé à l'année dernière.

L'examen qui a débuté dans la matinée du 15 juillet prendra fin le 18 du même mois. « Nous avons travaillé durant toute l'année scolaire pour cet examen, pour que comme les autres, il soit un succès. Nous avons foi que ces quatre jours, les épreuves vont continuer à se dérouler dans de bonnes conditions », a déclaré le ministre Jean Luc Mouthou, lors du lancement des épreuves.

Il convient de rappeler que lors du séminaire de renforcement des capacités des acteurs impliqués dans l'organisation de ce BEPC, le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation avait averti. « Je tiens à rappeler que tout candidat reconnu coupable de fraude s'expose à une exclusion de trois



Les candidats en salle d'examen/Adiac

« Nous avons travaillé durant toute l'année scolaire pour cet examen, pour que comme les autres, il soit un succès. Nous avons foi que ces quatre jours, les épreuves vont continuer à se dérouler dans de bonnes conditions »

ans de toute participation aux examens d'Etat. De même, tout personnel impliqué fera l'objet d'un signalement et d'une

procédure disciplinaire, conformément aux dispositions en vigueur », avait prévenu Jean Luc Mouthou.

Rominique Makaya



## AVIS A D'APPEL D'OFFRES NATIONAL

AAON n° 007/MASSAH/UGP-PSIPJ/F/AON/2025

## ACQUISITION DE SIX (06) VEHICULES DE TERRAIN, PICK-UP DOUBLE CABINE 4x4 AU PROFIT DE L'UGP DU PSIPJ ET DU MASSAH EN LOT UNIQUE

République du Congo

Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes

Crédit N071140-CG

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) pour la mise en œuvre des activités du Projet de Protection Sociale, d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ), et a l'intention d'utiliser une partie de ce prêt pour effectuer des paiements au titre du marché « d'acquisition de six (06) véhicules de terrain 4x4, pick-up double cabine au profit de l'UGP du PSIPJ et du MASSAH en lot unique et indivisible ».

2. Le Projet de Protection Sociale, d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ), sollicite des Offres sous plis fermé de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour la « fourniture de six (06) véhicules de terrain, pick-up double cabine 4x4 au profit de l'UGP du PSIPJ et du MASSAH » en lot unique et indivisible.

Les soumissionnaires éligibles sont les entreprises ou les groupements d'entreprises (concessionnaires) disposant d'une expérience dans le domaine de la fourniture des véhicules.

En cas de groupement, les entreprises devraient fournir l'accord de groupement identifiant le mandataire du groupement

qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres entreprises. Le délai d'exécution du marché est de deux (02) mois.

3. La procédure de passation de marchés sera conduite par mise en concurrence nationale en recourant à un Appel d'Offres National (AON) tel que défini dans le « Règlement de Passation des Marchés applicable aux Emprunteurs dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement version de Juillet 2016, révisée en Novembre 2017, Août 2018, Novembre 2020 et Septembre 2023 de la Banque Mondiale (« le Règlement de passation des marchés »), est ouverte à tous les soumissionnaires éligibles.

4. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès de l'Unité de Gestion du Projet de Protection Sociale, d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ) et prendre connaissance des documents d'Appel d'Offres à l'adresse mentionnée ci-après : sis dans l'enceinte de la forêt de la patte d'Oie, derrière le tennis Club de Brazzaville, quartier Diata, Arrondissement 1 Makélékélé-Brazzaville; Tél : (+242) 06.135.90.90, E-mail :

cpm@psipj.com de 9 h 00 à 16 h 00 du lundi au vendredi.

5. Le Dossier d'Appel d'Offres en Français peut être acheté par tout Soumissionnaire intéressé et éligible en formulant une demande écrite à l'adresse ci-dessous contre un paiement non remboursable d'un montant de cinquante mille (50 000) Francs CFA. La méthode de paiement sera par dépôt ou virement bancaire au compte ci-après : 30015 24201 10120003244 96 domicilié à la Banque Congolaise de l'Habitat (BCH) Congo.

6. Les Offres doivent être remises à l'adresse ci-dessous au plus tard le 18 août 2025 à 12 heures 00 minutes, heure du Congo Brazzaville. La passation électronique de marché ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. L'ouverture des plis est fixée pour le 18 août 2025 à 12 heures 30 minutes, heure du Congo Brazzaville en présence des représentants désignés des Soumissionnaires et de toute personne qui choisit d'y assister à l'adresse ci-dessous.

7. Les Offres doivent être accompagnées d'une déclaration de l'offre.

8. Veuillez noter que le Règlement de Passation des Marchés exige que l'Emprunteur divulgue les informations sur les propriétaires effectifs du Soumissionnaire attributaire, dans le cadre de la Notification d'Attribution de Marché, en renseignant le Formulaire de Divulgaration des Bénéficiaires effectifs inclus dans le Dossier d'Appel d'Offres.

9. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

Nom de l'Agence d'exécution : Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ).

Adresse : sis dans l'enceinte de la forêt de la patte d'Oie, derrière le tennis Club de Brazzaville, quartier Diata, Arrondissement 1 Makélékélé-Brazzaville

Numéro de téléphone : (+242) 06.135.90.90

Adresse électronique : cpm@psipj.com

Fait à Brazzaville, le 15 juillet 2025

Le Coordonnateur

Antoine Regis NGAKEGNI



**PROJET REGIONAL D'AMELIORATION DES CORRIDORS  
DE TRANSPORT ROUTIER ET FLUVIAL EN AFRIQUE CENTRALE (PRACAC)**



**AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 003/MEPIR/2025/UGP PRACAC**

**RECRUTEMENT D'UN CABINET DE CONSULTANTS CHARGE DE L'ELABORATION DE LA STRATEGIE SECTORIELLE DE  
DEVELOPPEMENT VERT ET RESILIENTE DU SECTEUR DES PORTS ET DE LA NAVIGATION FLUVIALE**

1-Les Gouvernements de la République du Congo et de la République Centrafricaine ont signé avec la Banque Mondiale respectivement un accord de prêt et un accord de don pour un montant total de 330 millions USD, dont 90 millions USD pour la République du Congo et 240 millions USD pour la République Centrafricaine, pour la mise en œuvre du Projet Régional d'Amélioration des Corridors de Transport Routier et Fluvial en Afrique centrale (PRACAC). L'Unité de Gestion de Projet (UGP) de la République du Congo a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce crédit pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : « Elaboration de la stratégie sectorielle de développement vert et résiliente du secteur des ports et de la navigation fluviale ».

2-L'objectif de la mission est d'élaborer une stratégie sectorielle de développement vert et résiliente du secteur des ports et de la navigation fluviale pour le Congo en tenant compte de son environnement (RCA et RDC).

3-Le présent avis à manifestation d'intérêt a pour objectif de solliciter des cabinets de consultants pour faire partie de la liste restreinte en vue de la consultation relative à ladite mission.

4-L'Unité de Gestion du Projet, invite les cabinets éligibles, à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les cabinets peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives. Ils doivent fournir les informations ci-après : (i) qualification pour exécuter les services sollicités (références et descriptions concernant l'exécution de missions similaires, brochures...); (ii) les capacités techniques du cabinet, les domaines d'intervention ainsi que les années d'expérience du cabinet, les références des clients bénéficiaires des prestations décrites. Les dossiers de manifestation à soumettre ne doivent pas inclure des curriculums vitae, des documents légaux, des certificats d'incorporation et/ou une méthodologie de travail.

5-Les critères pour l'évaluation des Manifestations d'Intérêt sont les suivants : (i) les qualifications générales et expérience du cabinet dans le domaine de la mission, (ii) l'expérience du cabinet dans la réalisation de missions similaires.

6-Le cabinet sera sélectionné selon la méthode de Sélection Fondée sur la Qualification de Consultants (SQC) tel que défini dans le Règlement de Passation de Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets (FPI) de la Banque Mondiale, Edition de septembre 2023, révisé en février 2025.

7-Les cabinets intéressés peuvent obtenir les termes de référence ou des informations supplémentaires aux adresses indiquées ci-dessous de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00 (heure locale).

8-Les manifestations d'intérêts portant la mention « Recrutement d'un cabinet de Consultants chargé de l'élaboration de la stratégie sectorielle de développement vert et résiliente du secteur des ports et de la navigation fluviale » doivent être envoyées au plus tard le 05 août 2025 à 16 heures (heure locale) aux adresses ci-dessous :

A l'attention du Coordonnateur du Projet PRACAC  
Rue Duplex n° 12 / Secteur Blanche Gomez  
Tél. (242) 06 931 00 10  
E-mail : pracaccongo@gmail.com  
Centre-ville / Brazzaville-CONGO

**Fait à Brazzaville, le 14 juillet 2025**

**Le Coordonnateur du PRACAC,**

**Benoît NGAYOU**



**Avis d'Appel d'Offres Ouvert No. Congo BU\_25\_RFGS\_316376  
ASSURANCE SANTE**

Catholic Relief Services – United States Conference of Catholic Bishops (« CRS »), est une organisation à but non lucratif enregistrée en vertu des lois du District de Columbia, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège au 228 West Lexington St, Baltimore, Maryland 21201. CRS a réouvert ses bureaux en République du Congo en 2017 et a son bureau situé au 4e étage de l'hôtel ACERAC, Impasse Bayardelle, Centre-Ville, Brazzaville.

CRS envisage souscrire à une police d'assurance maladie au bénéfice de son personnel et leurs ayant droits durant l'exercice fiscale 2026 qui commence le 1er Octobre 2025 et échoit le 30 septembre 2026.

Le contrat devra couvrir l'ensemble du personnel national de CRS Congo et les membres de leurs familles soit un total de 266 personnes dont 50 assurés principaux et 216 ayants-droits. Ces quantités pourraient changer au moment de la signature du contrat.

A cet effet, il est lancé le présent appel d'offres ouvert à égalité de conditions à toutes les compagnies d'assurance régulièrement implantées en République du Congo, disposant de solides références et remplissant pour l'essentiel les conditions prescrites dans le présent Dossier d'Appel d'Offres. CRS encourage donc les

compagnies intéressées à participer à la présente consultation ouverte en lui soumettant leurs meilleures offres.

Le marché est constitué en un (1) lot unique et indivisible.

Les candidats intéressés peuvent obtenir gratuitement le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) en envoyant un mail de demande à l'adresse grace.mouzabakani@crs.org avec objet « Demande de DAO No. Congo BU\_25\_RFGS\_316376 Souscription à une police d'assurance maladie »

**La date limite de réception des offres est fixée au 06 juillet 2025 à 17h00**

## ACTION SOCIALE

## L'ONG L'Appel réhabilite l'école primaire de Tchimbambouka

Après le lancement la semaine dernière des travaux de rénovation de l'école primaire de Tchimbambouka, dans le 6<sup>e</sup> arrondissement de Pointe-Noire, Ngoyo, par l'organisation non gouvernementale (ONG) L'Appel, une séance de travail a été organisée le 14 juillet dans ladite école avec toutes les parties prenantes au projet pour faire le point du travail déjà effectué et à venir.

Les travaux de rénovation de l'école primaire de Tchimbambouka que mène l'ONG L'Appel, en collaboration avec l'Association pour la solidarité, l'action et le développement (Asad), prendront fin en mi-septembre. Ils concernent la construction d'un mur de séparation de la grande parcelle de l'école avec ses deux hectares qui va séparer l'école et le terrain de sport pour les jeunes et les enfants du quartier avec, à terme, le projet de construction d'un collège dans la même enceinte. Ces travaux intègrent aussi la surélévation d'un mur de 2,70 mètres de hauteur, la surélévation de trois autres côtés du terrain à 2,70 mètres, la rénovation des sanitaires d'où l'installation du forage d'eau aujourd'hui quasiment terminée. Cependant, son local technique pour faire fonctionner la pompe nécessite la disponibilité de l'électricité sur le site.

« Ainsi, avec la mairie de Ngoyo, nous avons travaillé pour que la société E2C apporte l'électricité devant permettre le fonctionnement de l'ouvrage hydraulique.

E2C s'est engagée à répondre à notre demande et est même disposée à y installer aussi un poste de transformation d'électricité dans l'enceinte de l'école. Ce qui permettra aussi au quartier d'avoir l'éclairage public. Le changement du portail et l'installation de trois robinets côté ville va rendre disponible l'eau

potable aux habitants de Tchimbambouka. Il est prévu aussi, dans cette enceinte, l'aménagement d'un local pour faire un poste avancé de police et peut-être aussi des logements au sein de l'école pour les responsables de l'école; ce qui garantirait davantage la sécurité de l'école. Autour du projet de L'Appel, de

l'Asad, et tout le quartier, il y a cette dynamique où chaque partie prenante apporte quelque chose. Cela répond vraiment à notre appel «Aidez-nous à vous aider» », s'est réjoui Thierry Raynard de l'ONG L'Appel.

Plusieurs autres réalisations sont prévues à l'école primaire de Tchimbambouka, a ajouté Chris-

tine Raynard de l'ONG. En cas de disponibilité des fonds, la réhabilitation des trois salles de classe et l'aménagement d'un préau pour les enfants figurent également dans l'agenda des prochaines actions, a poursuivi Christine Raynard. Elle a indiqué que l'école privée Nelson-Mandela, dans un passé récent, a également bénéficié du soutien de leur structure. Les projets de L'Appel sont menés avec l'association Asad depuis 2018. Dirigée par Delphine Matimbou, cette association est basée au Centre de formation et d'information Sueco. Elle mène des actions dans l'éducation nutritionnelle, la prise en charge des familles défavorisées, l'octroi des aides multiformes aux personnes vulnérables.

L'ONG L'Appel, dont le siège social est à Paris, en France, a été créée en 1968. Elle intervient uniquement au profit des enfants dans près de dix pays au monde. Les conditions sanitaires, l'éducation, l'hygiène sont ses domaines d'intervention. Elle a aussi mené des actions au Pérou, au Togo ...

Hervé Brice Mampouya



La photo de famille après la réunion des parties prenantes au projet de réhabilitation de l'école primaire de Tchimbambouka/Adiac

UN ESPACE DE VENTE  
UNE SÉLECTION UNIQUE DE LA  
LITTÉRATURE  
CLASSIQUE

AFRICAINNE, FRANÇAISE ET ITALIENNE

Essais, Romans, Bandes dessinées,  
Philosophie, et plus encore...

UN ESPACE CULTUREL  
POUR VOS MANIFESTATIONS

- ✓ Présentation des ouvrages
- ✓ Conférences-débats
- ✓ Dédicaces
- ✓ Emissions Télévisées
- ✓ Ateliers de lecture et d'écriture



LIBRAIRIE  
LES MANGUIERS



HORAIRES  
D'OUVERTURE

Du lundi au  
vendredi 9H-17H

Samedi 9H-13H



Adresse : 84 Bd Denis Sassou N'Gesso  
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville  
République du Congo

## DÉFILÉ DE MODE

# Sako couture fait sensation à Brazzaville

La mode congolaise a brillé de mille feux, le 11 juillet dernier à Brazzaville, à l'occasion du défilé dévoilant la nouvelle collection de Sako couture. Intitulée « Entre tradition et modernité », cette collection signée Penda Sako célébrait deux années de passion, d'expérimentation et de résilience, au croisement des cultures et des époques.

Dans une ambiance à la fois solennelle et festive, le public a assisté à un véritable spectacle où la mode devient un langage, un art et un acte de mémoire. Le ton a été donné dès l'ouverture avec une prestation envoûtante du groupe folklorique vêtu de raphia et de pagnes noués à la taille. Tambours et danses ancestrales ont réveillé l'âme africaine du lieu, créant un pont naturel avec l'esprit de la collection enracinée, libre et résolument contemporaine.

Sur le podium, les mannequins se sont succédé au rythme de diverses mélodies dont celle de Diesel Gucci, invité surprise de la soirée. Sa voix a ponctué la sortie inaugurale avec faste. Entre ensembles pantalons et jupes, boubous revisités, combinaisons fluides, kimonos  $\frac{3}{4}$ , vestes oversize, robes de cérémonie et tenues de ville, Sako couture a décliné un vestiaire riche, pensé pour l'homme, la femme et l'enfant africains d'aujourd'hui.

Chaque silhouette racontait une histoire, portée par des matières nobles et métissées comme le



La créatrice de la marque Sako couture, accompagnée des mannequins, saluant le public au terme du défilé Adiac

pagne, le bazin teinté du Mali, la dentelle, la soie, le satin, la guipure, les perles et les cauris. Une signature forte, fidèle au slogan de la marque : « Osez le chic à l'africaine ». Les tenues du quotidien côtoyaient des pièces inédites aux coupes audacieuses,

pensées aussi bien pour la rue que pour les grands soirs de prestige. Et, la sortie finale a marqué les esprits par une série de tenues chics pour des événements comme un mariage, anniversaire, cocktail...

Le public, parmi lequel de nom-

breuses personnalités, n'a pas boudé son plaisir. La ministre de l'Industrie culturelle, touristique, artistique et des Loisirs, Marie-France Hélène Lydie Pongault, a salué l'engagement de la créatrice. « En associant la tradition et la modernité, Mme Sako

donne corps à ce que notre société recèle de plus précieux : sa mémoire, sa créativité et sa capacité de renouvellement ». Elle a réaffirmé le soutien du ministère à toutes les initiatives valorisant les industries culturelles et créatives, appelant les institutions à faire de la culture un pilier de souveraineté et de prospérité.

Moment fort de la soirée, une tombola aux nombreux lots comme des nuitées pour deux, des pagnes, un abonnement d'un mois en salle de sport, une visite touristique... ont été gracieusement offerts par les partenaires tels que Pefaco Hôtel, Lawanda Tour, Vlisco ou encore Noki Noki, qui ont ajouté une touche ludique et généreuse à l'événement.

Au terme du défilé, les applaudissements nourris du public ont laissé place à l'émotion. La créatrice, visiblement émue, a remercié chaleureusement son équipe, ses mannequins, ses partenaires et un public fidèle. Dans son regard, l'éclat discret d'une femme qui a su faire de ses deux ans de création un manifeste de beauté, de fierté et d'africanité assumée.

Merveille Jessica Atipo

galerie CONGO

Musée  
du Bassin du Congo

VISITEZ LE  
MUSÉE-GALERIE  
DU BASSIN DU CONGO

L'ART  
dans toutes ses  
expressions de la  
TRADITION  
MODERNITÉ

Expositions  
et projections :

- Sculptures
- Peintures
- Céramiques
- Musique

Horaires  
d'ouvertures :

Du Lundi au  
Vendredi : 9H-17H

Samedi : 9H-13H



Siège social : 84 Bd Denis-Sassou-N'Guessa,  
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo



## 50E SESSION DE L'APF

# La voix du Congo portée à Paris

Le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, a porté la voix du Congo à l'occasion de la 50e session de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) qui s'est tenue du 9 au 13 juillet à Paris, en France.

À la tribune de la session, dans l'hémicycle du Palais Bourbon, le président de la section APF-Congo, Isidore Mvouba, a délivré un message vibrant. Selon lui, la participation des différentes délégations à cette rencontre rappelle que la Francophonie puise sa force dans le dialogue des cultures qui constitue le socle de la solidarité et de la coopération entre les peuples dans le respect réciproque des souverainetés.

« À l'heure où l'humanité est confrontée à des défis immenses : conflits armés, urgence climatique, effritement du multilatéralisme..., la Francophonie se doit d'être une force d'équilibre, de stabilité et de cohésion, la boussole qui montre le chemin du dialogue, de la justice et de la liberté », a-t-il déclaré.

Selon Isidore Mvouba, à l'aube du troisième millénaire où le monde cherche des repères, la Francophonie doit se lever comme une voix d'espoir et d'espérance, un acteur de paix, de solidarité et à l'écoute des attentes des peuples. Elle devrait également agir avant les drames au lieu de les subir



Isidore Mvouba prononçant son discours à la tribune./DR

dans un élan d'anticipation et de prévoyance où la justice et l'équité ont droit de cité.

Le président de l'Assemblée nationale du Congo a rappelé, par ailleurs, le rôle du français et

même temps comme un espace solidaire. En République du Congo, la langue française n'est pas seulement un vecteur de communication, mais un instrument politique et diplomatique au service de la réconciliation des peuples par le dialogue, et d'un plaidoyer ardent pour un monde plus juste et plus équitable pour les générations futures », a laissé entendre Isidore Mvouba.

La présence des parlementaires congolais à ces assises témoigne l'engagement du pays au sein de cette instance parlementaire de la Francophonie. Intervenant juste après l'ouverture officielle de la 50e session de l'APF par la présidente de l'Assemblée nationale de France, Yaël Braun-Pivet, le président actif de la section APF-Congo a indiqué que la diplomatie parlementaire portée par l'APF doit s'appuyer sur une diplomatie de progrès et d'avenir. Ceci conformément aux idéaux de cette organisation.

Notons que le président français, Emmanuel Macron, a reçu à l'Élysée, en marge de cette session, les présidents des Parlements qui y ont été invités.

**Parfait Wilfried Douniama**

## LA FRANCOPHONIE À LA CROISÉE DES CHEMINS

### Un appel à l'émancipation collective

«La francophonie doit redevenir un moteur de la paix et de la solidarité internationale». Ces mots d'Aurélien Taché, député du Val-d'Oise et corapporteur d'une mission parlementaire sur l'avenir de la francophonie, résonnent comme un appel urgent dans un monde où conflits et crises humanitaires se multiplient.

Au cours de deux années d'enquête approfondie, Taché et sa collaboratrice Amélia Lakrafi ont rencontré plus de 200 acteurs de la Francophonie, traçant un tableau clair de la situation actuelle : 70 % des Francophones résident en Afrique, un continent dont le développement éducatif reste crucial. En effet, alors que des régions comme Gaza et l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) connaissent des bouleversements violents, la Francophonie apparaît comme un espace potentiellement catalyseur de changement. «Elle ne pourra relever les défis du XXIe siècle qu'en accompagnant massivement le développement éducatif en Afrique», a déclaré Aurélien Taché lors du colloque du 18 juin 2025.

#### Vers une nouvelle gouvernance linguistique

La proposition phare du rapport est la création d'une Académie francophone de la langue commune, qui se tiendrait aux côtés de l'Académie

française. Cette institution vise à traduire la copropriété de la langue française par l'ensemble des pays francophones, loin de l'image d'une langue réservée à la France. Ce changement pourrait avoir des implications considérables pour la diplomatie francophone, souvent perçue comme «instrumentalisée» par la France.

#### Chiffres et enjeux

200 entretiens menés : témoin d'un véritable engagement pour une réforme. 70 % des francophones en Afrique : l'enjeu éducatif devient donc crucial pour l'avenir de la langue française.

#### La Francophonie comme outil géopolitique

Le rapport souligne l'importance d'une diplomatie juste, qui s'abstienne de silences compromettants face à des crises comme celles en RDC ou à Gaza. Pour Taché, l'avenir de la Francophonie doit être anti-impérial

et décolonial. Une telle transformation permettrait à la Francophonie de passer d'une simple communauté linguistique à un véritable acteur sur la scène mondiale, promouvant des biens communs comme la paix et la justice sociale.

#### Un appel à l'action collective

En appelant la société civile à s'appropriier les questions francophones, Taché encourage un engagement collectif autour de valeurs partagées. «C'est désormais à la société civile de s'approprier ce sujet et de co-écrire avec les responsables politiques ce nouveau chapitre», a-t-il conclu.

Dans un monde en pleine mutation, la Francophonie pourrait bien devenir le levier nécessaire pour relever les défis du XXIe siècle, à condition de reconnaître qu'elle n'est pas la propriété d'un pays, mais un bien commun mondial.

**Noël Ndong**

## AFRIQUE CENTRALE

### Les chefs d'État de la Cémac se réuniront en août à Bangui

Bangui, la capitale centrafricaine, abritera le 9 août prochain la 16e session ordinaire de la Conférence des chefs d'État de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (Cémac), a-t-on appris le 14 juillet, de source proche de présidence de la Commission de l'institution.

La réunion au sommet sera précédée, le 7 août, par le Conseil des ministres de l'Union économique de l'Afrique centrale ainsi que par la tenue du Comité inter-États, les 2 et 4 août.

Les assises de la capitale centrafricaine marqueront aussi le passage du témoin entre le président en exercice actuel, Faustin Archange Touadera, et son homologue congolais, Denis Sassou N'Guesso.

Organisation réunissant six États (Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Tchad) la Cémac est engagée dans les réformes portant notamment sur la monnaie (le franc CFA), les relations avec la France où est logé le compte d'exploitation de la Banque états de l'Afrique centrale, la gouvernance de cette dernière qui suggère l'affectation des postes de direction aux seuls ressortissants des pays membres.

*Les Dépêches de Brazzaville*

## CAMEROUN

### Report du sommet conjoint CEEAC-CEMAC

Le sommet extraordinaire des chefs d'États de CEEAC et de la CEMAC (Communauté économique des États de l'Afrique centrale et Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale) prévu le 18 juillet, à Yaoundé, au Cameroun, a été reporté à une date ultérieure. L'information communiquée aux États membres par la

présidence camerounaise dans un courrier daté du 10 juillet ne fournit pas de détails sur les causes de ce report. Il pourrait néanmoins être lié à la poursuite des travaux de fusion des deux institutions d'intégration sous régionales envisagée de longue date.

*Les Dépêches de Brazzaville*

#### CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Conde Mawuenam Kwami Michel Emmanuel, je désire être appelé désormais Conde Mongault Michel Emmanuel. Toutes personnes justifiant d'un intérêt légitime pourra s'opposer dans un délai de trois (03) mois.



# TOUTE L'ACTUALITÉ DU BASSIN DU CONGO

## ▶ EN VIDÉO

☎ (+242) 06-929-4505

✉ info@adiac.tv

📍 84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso  
Brazzaville, République du Congo

[www.adiac.tv](http://www.adiac.tv)



## SITUATION ÉPIDÉMIOLOGIQUE

## Renforcement de la réponse nationale contre le Mpox et le Choléra

La réunion hebdomadaire d'évaluation de la situation épidémiologique de la semaine 27 tenue récemment au cabinet du ministre de la Santé publique, de l'hygiène et de la prévoyance sociale a passé en revue l'état de la riposte au Mpox et choléra.

Pour ce qui est de Mpox, il a été constaté une baisse des cas confirmés. Cette tendance baissière est due à la maintenance de la vigilance.

Il ressort que 529 cas suspects ont été investigués, pour un cumul de 90 994 cas depuis la semaine 1/2024. 135 cas ont été confirmés cette semaine, avec un cumul de 26 613 cas confirmés. Tandis que 603 338 personnes ont été vaccinées. Une migration progressive des cas est observée, passant des jeunes enfants vers les enfants plus âgés, à la fois dans les zones endémiques et dans les provinces de l'Est, notamment les Kivus.

S'agissant de la vaccination contre le Mpox, les préparatifs sont en cours pour une vaccination ciblée dans 5 zones de santé à savoir Selembao, Kalamu 1, Masina 2, Befale et



Basankusu.

Trois foyers critiques ont été identifiés avec un taux de positivité supérieur à 50 % dans

les provinces du Sud-Ubangi, Sankuru et Sud-Kivu.

Si le Mpox connaît une tendance baissière des cas confir-

més, cela n'est pas le cas avec le choléra. Les données sur terrain font état d'une hausse significative des cas. Ce qui a

conduit à l'intensification de la réponse.

2 085 cas de choléra ont été notifiés, contre 1 757 cas en SE 26, soit une augmentation de près de 19 %. 95 décès ont été rapportés au cours de la semaine. Et 83 échantillons de selles ont été prélevés et analysés, dont 35 positifs (taux de positivité : 42 %).

Il a été aussi rapporté le décès de 3 prestataires de soins. Tandis qu'à l'orphelinat Mama Koko (pavillon La CASA), 60 enfants ont présenté des atteintes neurologiques, avec 16 décès enregistrés.

Pour couper la transmission de cette maladie, les activités de vaccination sont en cours dans 11 zones de santé réparties dans 4 provinces à savoir le Tanganyika, le Maniema, le Haut-Katanga et la Tshopo.

**Blandine Lusimana**

Des participants à la réunion hebdomadaire sur la situation sanitaire en RDC/DR

## CAMEROUN

## Paul Biya candidat à sa propre succession

Le président camerounais, Paul Biya, âgé de 92 ans, a annoncé, le 13 juillet dans la soirée, sa candidature à l'élection présidentielle prévue le 12 octobre 2025, pour solliciter un huitième mandat à la tête du pays qu'il dirige depuis 1982.

« J'ai donc décidé de répondre favorablement aux appels pressants qui montent des dix régions de notre pays et de la diaspora », a déclaré Paul Biya sur les réseaux sociaux. « Soyez assurés que ma détermination à vous servir est à la mesure de l'acuité des défis auxquels nous sommes confrontés. La situation des jeunes et des femmes sera au cœur de mes priorités. Ensemble, il n'est pas de défis que nous ne puissions surmonter », a-t-il ajouté.

Cette annonce intervient deux jours après la signature d'un décret présidentiel convoquant le corps électoral pour le scrutin fixé au 12 octobre.

## TANZANIE

## Le pays espère accueillir huit millions de touristes d'ici à 2030

La Tanzanie espère accueillir huit millions de touristes d'ici à 2030, a déclaré, le 11 juillet, la ministre des Ressources naturelles et du Tourisme, Pindi Chana, lors du lancement de la Journée du Ngorongoro dans le cadre de la 49e Foire commerciale internationale de Dar es Salaam.

Pindi Chana a indiqué que le pays avait reçu cinq millions de visiteurs au cours de la saison 2024-2025 et que, pour atteindre ce nouvel objectif, le gouvernement va améliorer la qualité des services et intensifier la promotion des attractions de la Tanzanie, tant au niveau national qu'international.

Elle a attribué la croissance récente du tourisme à des campagnes stratégiques telles que le documentaire Royal Tour et l'initiative Amazing Tanzania, qui ont mis en lumière les merveilles naturelles et le patrimoine culturel de la nation.

Faisant écho à l'accent mis sur le tourisme de conservation, Latifa Khamis, directrice générale de l'Autorité de développement du commerce tanzanien, a déclaré que la zone de conservation du Ngorongoro est une destination exceptionnelle, où l'harmonie entre la faune et les communautés humaines continue de susciter l'intérêt du monde entier.

## NIGERIA

## Muhammadu Buhari décède à l'âge de 82 ans

L'ancien président nigérian, Muhammadu Buhari, est décédé le 23 juillet à Londres à l'âge de 82 ans, a confirmé l'actuel président Bola Tinubu.

Muhammadu Buhari, qui a été président du Nigeria de 2015 à 2023, est décédé dans une clinique de la capitale britannique où il recevait des soins médicaux.

Dans un communiqué, Bola Tinubu a indiqué avoir demandé au vice-président Kashim Shettima de se rendre à Londres pour raccompagner la dépouille de Muhammadu Buhari au Nigeria.

Né le 17 décembre 1942, Muhammadu Buhari a eu une brillante carrière de dirigeant militaire et civil. Il a consacré des années à l'ac-

tivisme politique avant de se présenter avec succès à la présidence en 2015, devenant ainsi le premier candidat d'opposition à vaincre un président sortant dans l'histoire du Nigeria. Il a été réélu en 2019, avant de finalement passer le pouvoir à Bola Tinubu, le 29 mai 2023. Au cours de ses deux mandats présidentiels, Muhammadu Buhari s'est concentré sur trois domaines clés : la sécurité, la lutte contre la corruption et la diversification économique. Il a lancé d'importantes campagnes contre les insurgés de Boko

Haram dans le Nord-Est du pays, et s'est employé à récupérer tous les fonds publics volés.

Bien que marqué par des problèmes de sécurité persistants dans plusieurs régions et par certaines difficultés économiques, dont notamment deux récessions, son mandat a également été caractérisé par des efforts visant à stimuler l'agriculture et le développement des infrastructures. Bola Tinubu a ordonné la mise en berne des drapeaux en hommage à l'ancien dirigeant.

## MADAGASCAR

## 54 rubis saisis dans le corps d'un passager d'avion

La douane malgache a intercepté, le 12 octobre à l'aéroport international d'Antananarivo, un ressortissant thaïlandais qui tentait de s'embarquer pour Bangkok avec 54 rubis dissimulés dans son corps, pour un poids total de 59,3 grammes.

Une anomalie détectée au scanner corporel par l'Agence nationale anti-fraude a alerté la douane, qui a localisé un objet

suspect dans la région pelvienne du passager.

Des examens médicaux ont ensuite confirmé la présence de pierres précieuses dissimulées dans son rectum.

Cet incident illustre une nouvelle fois les méthodes de plus en plus sophistiquées employées par les trafiquants pour échapper aux contrôles.

**Xinhua**

REPUBLIQUE DU CONGO



COMITE NATIONAL  
ECONOMIQUE ET FINANCIER  
Secrétariat Général  
Boîte Postale : 126  
Brazzaville

## COMMUNIQUÉ RELATIF A LA PUBLICATION DE LA LISTE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT, DE MICROFINANCE ET DE PAIEMENT AGREES ET IMMATICULES AUPRES DU COMITE NATIONAL ÉCONOMIQUE ET FINANCIER (CNEF)

Le Président du Comité National Économique et Financier (CNEF), Ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille Public porte à la connaissance du public que la liste officielle des établissements de crédit, de microfinance et de paiement agréés au Congo et immatriculés auprès du CNEF est disponible.

Cette publication s'inscrit dans le cadre des actions entreprises pour renforcer la transparence et la protection des consommateurs des services financiers, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Il est rappelé aux usagers et au public que seuls les établissements figurant sur cette liste sont habilités à exercer des activités de collecte de l'épargne et d'octroi de crédits sur le territoire national. Toute transaction avec des structures non agréées expose les usagers à des risques importants de perte de l'épargne et de frais usuraires ou abusifs.

La liste actualisée sera publiée dans le Journal Offi-

ciel de la République du Congo et pourra être consultée :

-sur le site officiel du Ministère des Finances, du Budget et du Portefeuille Public : [www.finances.gouv.cg](http://www.finances.gouv.cg); et

-au Secrétariat Général du Comité National Économique et Financier (CNEF), situé à la Direction Nationale de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) à Brazzaville.

Le Président du CNEF invite le public à la plus grande vigilance et encourage chacun à vérifier systématiquement l'immatriculation et l'agrément des établissements avant tout engagement financier.

Fait à Brazzaville, le 08 juillet 2025.

Le Président du CNEF,



### LISTE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT, DE MICROFINANCE ET DE PAIEMENT IMMATICULES AU COMITE NATIONAL ECONOMIQUE ET FINANCIER (CNEF)

Dénomination	Numéro d'immatriculation au CNEF	Numéro d'agrément	SIEGE SOCIAL	
Banques	BCI	3-0003/EC/2022/CNEF	7992/MEFB-CAB du 29/09/2006	Avenue AMILCAR CABRAL, centre ville
	BCH	3-0005/EC/2022/CNEF	982/MEFB-CAB du 09/05/2008	Avenue AMILCAR CABRAL, centre ville
	UBA	3-0006/EC/2022/CNEF	8854/MFBPP-CAB du 14/06/2011	37,avenue William Guynet,centre ville
	BOA	3-0010/EC/2022/CNEF	2936/MEFB-CAB du 01/04/2004	Avenue AMILCAR CABRAL, centre ville
	ECOBANK Congo	3-0011/EC/2022/CNEF	5431/MEFB-CAB du 28/08/2007	Avenue AMILCAR CABRAL, centre ville
	BSCA	3-0014/EC/2022/CNEF	13785/MEFPPPI-CAB du 28/05/2015	Boulevard Denis Sassou NGUESSO,centre ville
	BGFIBank	3-0018/EC/2022/CNEF	6798/MEFB-CAB du 17/08/2018	Boulevard Denis Sassou NGUESSO,centre ville
	BPC	3-0019/EC/2022/CNEF	14090/MEFPPP-CAB du 23/10/2012	Boulevard Denis Sassou NGUESSO,centre ville
CDC	3-0022/EC/2022/CNEF	727/MEFB-CAB du 11/03/2002	Avenue AMILCAR CABRAL, centre ville	
Dénomination	Numéro d'immatriculation au CNEF	Numéro d'agrément	SIEGE SOCIAL	
EMF	COFINA	3-0001/EM/2022/CNEF	6814/MFB-CAB du 01/07/2020	67,avenue Nelson MANDELA
	MECRECU	3-0002/EM/2022/CNEF	4479/MFBPP-CAB du 23/06/2017	41, rue Makoua Poto-Poto
	Express Union S.A	3-0004/EM/2022/CNEF	1220/MEFB-CAB du 15/09/2009	08, Rue MBACKA Poto-Poto
	HOPE Congo S.A	3-0007/EM/2022/CNEF	4834/MFBPP-CAB du 29 juin 2010	82, rue LEKANA, Moungali
	CCFO	3-0008/EM/2022/CNEF	7255/MEFB-CAB du 19/11/2007	04 rue Marcel OKOYO OYO
	CAPPED	3-0009/EM/2022/CNEF	21457/MFBPP-CAB du 01/09/2021	Villa 43B avenue de l'O.U.A MAKELEKELE
	MUCODEC	3-0013/EM/2022/CNEF	5384/MEFB-CAB du 31 juillet 2006	1, rue Colbert-Centre ville
	COMIFI	3-0016/EM/2022/CNEF	2796/MEFB-CAB du 06 avril 2005	Boulevard Chales DEGAULE en face du CCF
	CCEC	3-0017/EM/2022/CNEF	7252/MEFB-CAB du 15 novembre 2007	68,rue MBOKO, Poto-Poto
	CFCM	3-0020/EM/2022/CNEF	2794/MEFB-CAB du 06/04/2005	avenue de l'OUA Makélékélé
	CAIEC	3-0021/EM/2022/CNEF	5383/MEFB-CAB du 31/07/2006	Eglise Saint Esprit de Moungali
	CFPR/CA	3-0023/EM/2022/CNEF	2791/MEFB-CAB du 06/04/2005	11, rue MBAMOU Talangai
	FODAM	3-0024/EM/2022/CNEF	10032/MEFB-CAB du 23/11/2006	94 avenue 15 août 1963 Grand marché PNR
	MUPROCOM (CMPC)	3-0025/EM/2022/CNEF	10036/MEFB-CAB du 23/11/2006	Quartier Warf, Pointe-Noire
	SODECO	3-0026/EM/2022/CNEF	14514/MEFPPPI-CAB du 24/09/2013	215 Avenue de la Base aérienne Batignolles
	CADC	3-0027/EM/2023/CNEF	10024/MEFB-CAB du 23/11/2006	place du marché MINDOULI
	GFC	3-0028/EM/2023/CNEF	14510/MEFPPPI-CAB du 24/09/2013	Av.de l'indépendance n°180 Rond point MAHOUATA PNR
	Crédit HLM	3-0030/EM/2023/CNEF	25929/MEF-CAB du 19/12/2023	82, avenue Matsoua, Bacongo
	MECL	3-0031/EM/2023/CNEF	6793/MFB-CAB du 17/08/2018	n°67 Rue LOUDIMA, croisement av. BOUETA MBONGO
	GUILGAL Congo S.A	3-0032/EM/2024/CNEF	4533/MEF-CAB du 13/03/2024	n°79 Rue Djambala MOUNGALI
	FINAM CONGO SA	3-0033/EM/2024/CNEF	20052/MEF-CAB du 30 /12/2023	150, rue Mbochis, croisement rue mbochis et avenue Miadeka ouenzé
MUDACOM	3-0034/EM/2024/CNEF	2789/MEFB-CAB du 06 avril 2005	109, rue loango Miadéka, Ouenzé	
Dénomination	Numéro d'immatriculation au CNEF	Numéro d'agrément	SIEGE SOCIAL	
ETS. PAIEMENT	MOBILE MONEY CONGO	3-0015/EP/2022/CNEF	2708/MFBPP-CAB du 27 mai 2022	36, avenue Amilcar Cabril, centre ville
	MOBILE COMMERCE CONGO	3-0029/EP/2023/CNEF	25929/MEF-CAB du 19/12/2022	2ème étage , immeuble SCI Monte Cristo Rond -point de la Gare

## ELECTION À LA FÉCOHAND

## Le congrès électif se tiendra le 16 août à Brazzaville

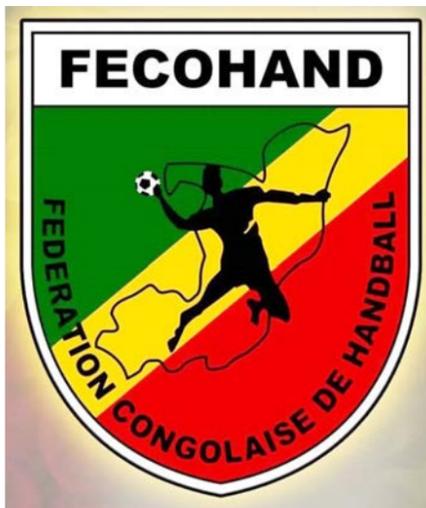
La Commission électorale indépendante a fixé le chronogramme et les modalités du congrès électif. Le représentant de la Fédération internationale de handball (IHF) et de la Confédération africaine de handball (CAHB), Me Mouadh Ben Zaid, par ailleurs président de la Commission électorale indépendante de la Fédération Congolaise de handball (Fécohand), a publié une série de documents qui expliquent tout le processus électoral ainsi que les dates clés.

Après plusieurs mois de suspense, les choses se précisent au grand bonheur des athlètes et responsables. En s'appuyant sur les décisions et les statuts de l'IHF, de la CAHB et de la Fécohand, Me Mouadh Ben Zaid a publié un avis de convocation d'un congrès électif. Ce grand rendez-vous du handball congolais va se dérouler le 16 août dans la salle du Comité national olympique et sportif congolais.

« Le présent avis emporte un déclenchement officiel du processus électif et une ouverture des candidatures aux postes électifs du congrès électif. Chaque liste candidate aux élections du Comité exécutif, outre les candidatures aux autres postes électifs

mentionnés dans l'article 21 des statuts de la Fécohand, devra être déposée directement contre décharge auprès du secrétariat de la Commission électorale indépendante domicilié au siège du Cnosc au plus tard le mercredi 16 juillet 2025, à 17h30. Il est précisé que toute personne candidate ne peut figurer que dans une seule liste candidate », explique le document.

En vue de bien superviser les prochaines élections du Comité exécutif de la Fécohand et de veiller au bon déroulement de toutes les phases de l'opération électorale en application des mécanismes et des procédures prévus dans les statuts fédéraux et à tra-



vers les textes juridiques de l'IHF, le président de la Commission a transmis le calendrier et le chronogramme à toutes les parties prenantes.

« Les élections du Comité exécutif s'effectuent sur liste dont la tête est d'office le président. Cette liste doit obligatoirement comporter au moins trois

femmes; l'élection se fait à la majorité simple des suffrages exprimés; sera déclarée admise la liste qui aura totalisé le plus grand nombre de voix; si à l'issue du premier tour, deux ou plusieurs listes sont à égalité de voix, il sera organisé un deuxième tour pour les départager; si l'égalité persiste, sera déclarée vainqueur; la liste qui comportera le plus grand nombre de femmes; à défaut, ce sera la liste du candidat-président le plus âgé », précise l'avis.

Le dépôt des dossiers des candidatures auprès du secrétariat de la Commission électorale indépendante s'achèvera le 16 juillet au moment où l'examen et la validation des dossiers de

candidature et l'affichage des listes validées sont prévus pour le 31 juillet prochain. Concernant les recours, les candidats n'auront que deux jours puisque l'émission des décisions définitives par la Commission de recours s'effectuera, au plus tard, le 8 août.

En tout cas, ce moment était attendu avec beaucoup d'impatience par les acteurs du handball congolais, en particulier, et par tout le peuple congolais, en général. Il est temps que les différents candidats privilégient l'intérêt général de ce sport afin de garantir une élection apaisée et de favoriser un retour harmonieux des activités du handball sur toute l'étendue du territoire national.

**Rude Ngoma**



**MINISTRE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE L'INTEGRATION REGIONALE**  
**PROGRAMME ACCELERER LA GOUVERNANCE INSTITUTIONNELLE ET LES REFORMES POUR UN FONCTIONNEMENT DURABLE DES SERVICES**  
**AVIS A MANIFESTATION D'INTERETS AMI N° 003/MEPIR/PAGIR-UCP/25**

**Recrutement du consultant chargé de faire l'état des lieux des formations sanitaires de base et des établissements scolaires**

**1. Contexte et justification**

Le gouvernement de la République du Congo a signé avec la Banque Mondiale un accord de prêt d'un montant de 70 millions USD pour le financement du Programme « accélérer la gouvernance institutionnelle et les réformes pour un fonctionnement durable des services (PAGIR) » et a l'intention d'utiliser une partie de ce crédit pour financer les services du « Recrutement du consultant chargé de faire l'état des lieux des formations sanitaires de base et des établissements scolaires ».

**2. Objectif de la mission**

L'objectif général de cette consultation est de faire un diagnostic sur la gestion des établissements scolaires et des centres de santé de base.

De façon spécifique, il s'agit de :

- Analyser les instruments juridiques et politiques des secteurs de la santé et de l'éducation;
- Faire un état des lieux de la situation de fonctionnement des établissements scolaires et des formations sanitaires de base;
- Analyser les capacités institutionnelles et opérationnelles des COSA, COGES et CODIR (règlement intérieur, viabilité institutionnelle, comptes rendus et rapports financiers);
- Déterminer les forces et faiblesses des COSA, CODIR et COGES;
- Identifier les types de renforcement des capacités dont ils auront besoin et proposer

un plan de formation;

- Faire la cartographie des formations sanitaires de base et des établissements scolaires à suivre dans le cadre de l'atteinte des résultats prévus dans le programme.

**3. Profil du consultant :**

Le/la consultant(e) doit remplir les conditions suivantes, notamment avoir :

- un BAC+5 en sciences sociales, sciences économiques, sciences de la santé, administration publique, ou tout autre domaine pertinent;
- une expérience confirmée d'au moins 5 ans en renforcement des capacités dans les secteurs des organisations communautaires, de la gestion des finances, évaluation des capacités institutionnelles et organisationnelles, ou tout autre domaine pertinent à la consultation, en particulier les questions de santé et de l'éducation;
- une expérience confirmée et capacités en formulation de projet et programme;
- une très bonne connaissance des mécanismes de mise en œuvre des projets et programmes d'activités à base communautaire, et relatives à la gestion des centres de santé et des établissements scolaires, à la participation des communautés de base;
- une expérience de travail dans les domaines du renforcement des capacités dans les secteurs de la santé et de l'éducation serait un atout;

- une bonne connaissance de l'utilisation de l'approche participative;
- une excellente capacité d'analyse et de rédaction;
- une maîtrise de l'outil informatique (Word, PowerPoint, Excel);
- une aptitude à travailler en équipe;
- une excellente maîtrise du français;
- la connaissance de l'anglais est un atout.

**4. Durée et lieu de la mission**

La durée de la consultation est de 60 jours et se déroulera à Brazzaville, Pointe-Noire et quatre autres départements qui seront identifiés avant le début de la mission.

**5. Méthode de sélection**

La sélection du consultant se fera par comparaison des CVs conformément aux procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'investissement (FPI) de la Banque mondiale Edition de septembre 2023.

L'Unité de coordination du PAGIR invite les candidats à fournir en français un dossier de candidature comprenant un CV détaillé à jour et concis sur support papier et/ou par voie électronique (Word ou pdf), une lettre de motivation, la photocopie des diplômes et une ou des attestations de travail.

Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de références de la mission tous les jours ouvrables de 9 heures à 16 heures, à l'adresse ci-dessous :

Secrétariat de l'UCP-PAGIR, A l'attention du Coordonnateur du Programme Accélérer la Gouvernance Institutionnelle et les Réformes pour un fonctionnement durable des services. Parcelle 84 bis, avenue du Chaillu, arrondissement 3 Poto-Poto Brazzaville, République du Congo, Téléphone : (+242) 06 665 85 45 Adresse électronique : pmarches@pagir.net ; secretariat@pagir.net .

Les dossiers de candidature peuvent être transmis par voie électronique ou être déposés sous plis fermés en quatre exemplaires à l'adresse ci-dessous, au plus tard le 25 juillet 2025 à 16h00 et porter clairement la mention « Recrutement du consultant chargé de faire l'état des lieux des formations sanitaires de base et des établissements scolaires ».

Fait à Brazzaville, le 14 JUL 2025



Le Coordonnateur PI,  
 Clovis Bozire ASSEN ONTSOUON



**PROGRAMME ACCELERER LA GOUVERNANCE INSTITUTIONNELLE ET LES REFORMES POUR UN FONCTIONNEMENT DURABLE DES SERVICES  
AVIS A MANIFESTATION D'INTERETS AMI N° 004/MEPIR/PAGIR-UCP/25**

**Recrutement d'un cabinet ou une firme chargée de concevoir le cadre général de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques et stratégies sectorielles en République du Congo**

**1. Contexte et justification**

Le gouvernement de la République du Congo a signé avec la Banque Mondiale un accord de prêt d'un montant de 70 millions USD pour le financement du Programme « accélérer la gouvernance institutionnelle et les réformes pour un fonctionnement durable des services (PAGIR) » et a l'intention d'utiliser une partie de ce crédit pour financer les services du « Recrutement d'un cabinet ou une firme chargé de concevoir le cadre général de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques et stratégies sectorielles en République du Congo ».

**2. Objectif de la mission**

L'objectif général de cette mission est de concevoir un cadre général d'élaboration et de mise en œuvre des politiques et stratégies sectorielles en République du Congo.

De façon spécifique, il s'agit de :

- élaborer un diagnostic approfondi des cadres existants pour l'élaboration et la mise en œuvre des politiques sectorielles, en intégrant une analyse des enjeux liés aux changements climatiques, au développement durable et aux droits humains ;
- développer un cadre méthodologique structuré pour l'élaboration des politiques et stratégies sectorielles, en veillant à l'intégration systématique des dimensions climatiques, environnementales et de résilience aux catastrophes naturelles ainsi qu'aux droits humains ;
- proposer des mécanismes d'alignement et de coordination entre les stratégies sectorielles et les engagements nationaux et internationaux en matière de lutte contre le changement climatique, en veillant au respect des droits humains ;
- définir un dispositif de suivi-évaluation permettant de mesurer l'impact des politiques sectorielles sur la prise en compte des droits humains, la résilience climatique, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'adaptation des secteurs clés aux risques climatiques ;
- promouvoir des stratégies de financement durable en identifiant les sources de financement climatique (fonds verts, partenariats public-privé, financements internationaux) susceptibles de soutenir la mise en œuvre des politiques sectorielles adaptées aux défis environnementaux ;
- encourager une gouvernance participative et inclusive en impliquant l'ensemble des parties prenantes (ministères, collectivités locales, secteur privé, société civile, communautés locales) dans la définition et la mise en œuvre des stratégies sectorielles sensibles aux enjeux climatiques et aux droits humains

**3. Profil du consultant :**

Le cabinet ou la firme doit répondre au profil suivant :

- être un Cabinet ou une firme disposant des ressources, compétences et expériences avérées d'au moins 10 ans dans les domaines de l'économie, de la planification, de la programmation, de la budgétisation, du contrôle et du suivi-évaluation ;
- avoir conduit au moins deux missions similaires ;
- avoir une expérience d'au moins 5 ans en matière d'élaboration de stratégies nationales intégrant les aspects liés au changement climatique, l'environnement, les droits humains et le genre ;
- avoir une connaissance fine de l'environnement local ;
- avoir une connaissance des stratégies du développement et des politiques publiques de la zone CEMAC ;
- avoir la maîtrise de la réglementation des finances publiques de la zone

CEMAC ;

- avoir une connaissance des mécanismes de financement durable ;
- avoir la maîtrise de la langue française.
- avoir un personnel clé, composé comme suit (voir les détails dans les TDR) :
- Chef de mission titulaire d'au moins un BAC + 5 en économie, planification, administration publique, politiques publiques, droit ou domaine connexe ;
- Expert en planification stratégique et développement titulaire d'au moins un BAC + 5 en économie, en planification du développement, en gestion des projets ou dans les domaines connexes ;
- Expert en gouvernance et politiques publiques titulaire d'au moins un BAC + 5 en sciences politiques, administration publique, droit ou économie du développement ou équivalent ;

**4. Durée et lieu de la mission**

La durée de la mission est de quatre-vingt-dix (90) jours étalés sur six (06) mois et se déroulera principalement à Brazzaville.

**5. Méthode de sélection**

Le cabinet (ou la firme) sera choisi (e) suivant la méthode fondée sur la Qualification de Consultants (SQC) décrite dans le Règlement de la Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement des Projets d'Investissement (FPI) de la Banque mondiale, version de septembre 2023.

L'Unité de coordination du PAGIR, invite les Cabinets / Firmes intéressés, à fournir en français un dossier de manifestation d'intérêt comprenant l'expérience globale de la firme, l'expérience spécifique de la mission (justifiée par des attestations ou autres documents en locataire lieu), la liste du personnel proposé pour la mission.

Les cabinets / firmes intéressés peuvent obtenir les termes de références de la mission tous les jours ouvrables de 9 heures à 16 heures, à l'adresse ci-dessous :

Secrétariat de l'UCP-PAGIR, A l'attention du Coordonnateur du Programme Accélérer la Gouvernance Institutionnelle et les Réformes pour un fonctionnement durable des services. Parcelle 84 bis, avenue du Chaillu, arrondissement 3 Poto-Poto Brazzaville, République du Congo, Téléphone : (+242) 06 665 85 45

Adresse électronique : pmarches@pagir.net ; secretariat@pagir.net .

Les dossiers de candidature peuvent être transmis par voie électronique ou être déposés sous plis fermés en quatre exemplaires à l'adresse ci-dessous, au plus tard le 25 juillet 2025 à 16h00 et porter clairement la mention « Recrutement d'un cabinet ou une firme chargée de concevoir le cadre général de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques et stratégies sectorielles en République du Congo ».

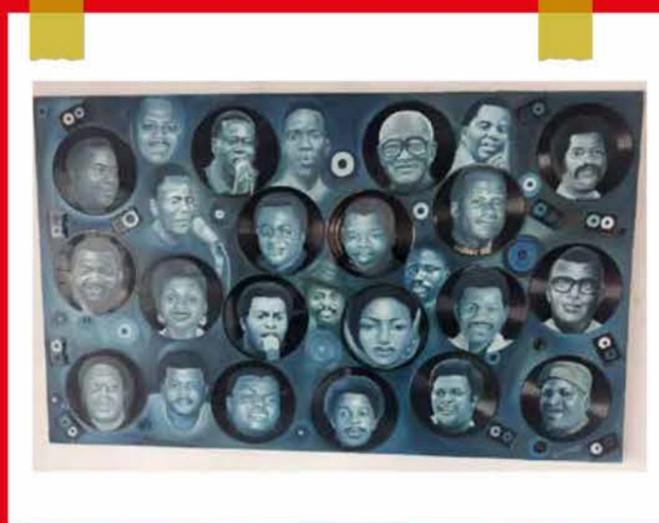
Fait à Brazzaville, le 14 JUL 2025

Le Coordonnateur PI,  
  
 Clovin Bozire ASSEN ONTSOUON



**PRÉSENTE**  
**LA RUMBA CONGOLAISE**  
**PATRIMOINE IMMATÉRIEL ET CULTUREL**  
**DE L'HUMANITÉ**

**UNE EXPOSITION VENTE**  
des œuvres de l'artiste peintre  
**Bonide Miekoutima**



**Du 21 juin au**  
**21 août 2025**

Dans l'enceinte des  
Dépêches

**Contact :**

**+242 06 666 7065**

**+242 05 396 3535**



Siège social : 84 Bd Denis-Sassou-N'Guesso,  
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville,  
République du Congo



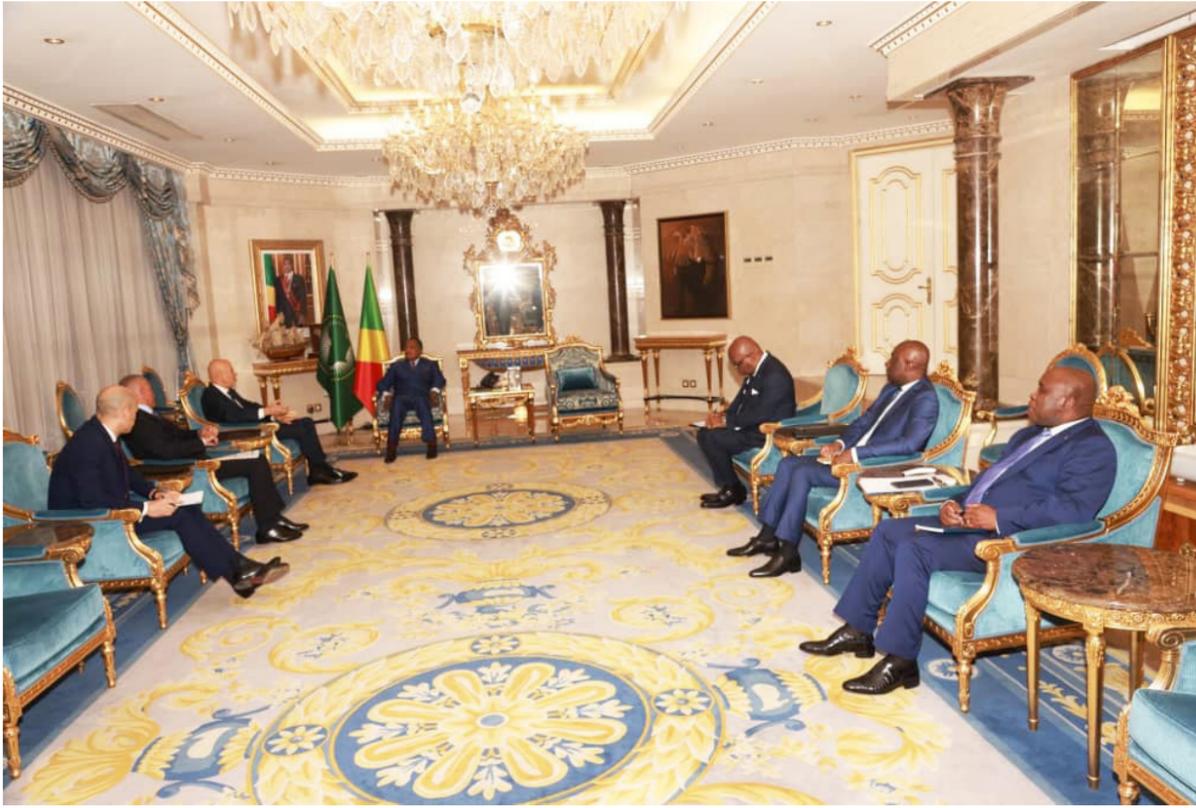
## ELECTRICITÉ

## Eni amorce la réhabilitation de la ligne haute tension

Reçu le 14 juin en audience par le président de la République, Denis Sassou N'Gusso, le directeur général de la société Eni, deuxième opérateur pétrolier au Congo, Claudio Descalzi, a annoncé le début, il y a deux jours, de la réhabilitation de la ligne haute tension de Djeno à Brazzaville en passant par Pointe-Noire.

« Nous avons commencé, il y a deux jours, le travail sur la ligne haute tension avec la centrale de distribution afin de rétablir toute la ligne de Djeno jusqu'à Brazzaville, en vue d'utiliser tout le potentiel de la centrale », a déclaré Claudio Descalzi.

Le directeur général d'Eni a également fait le point des différentes activités développées par cette société au Congo, en particulier dans le secteur gazier et pétrolier qui participe à l'économie congolaise. « Notre première priorité était avant tout l'exploitation du gaz léger avec la première phase et la deuxième est celle de l'éthanol qui prévoit de produire 4,5 milliards de mètres cubes par an d'exportation du gaz. En même temps, il y a



L'audience entre Denis Sassou N'Gusso et Claudio Descalzi/Presse présidentielle

l'augmentation de la production pétrole et du gaz associé pour les besoins domestiques et de la centrale électrique », a souligné Claudio Descalzi.

En République du Congo où elle est installée depuis 1968, la société Eni s'intéresse non seulement au secteur agricole avec le lancement récent de l'unité destinée à la production du bio-carburant dans la Bouenza, mais aussi à l'accompagnement dans d'autres secteurs.

L'autre sujet évoqué lors de l'entretien entre les deux personnalités a porté sur l'agriculture, notamment l'inauguration récemment du Centre de traitement de graines pour la production de l'huile végétale dans la Bouenza.

Guy-Gervais Kitina

## CONGO/FRANCE

## Claire Bodonyi souligne « la profondeur » des relations historiques

L'ambassadrice de France au Congo, Claire Bodonyi, a organisé, le 14 juillet à Brazzaville à l'occasion de la fête nationale française, une réception au cours de laquelle elle a rappelé la solidité des relations d'amitié et de coopération entre les deux pays.

Plusieurs personnalités dont le ministre des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger, Jean-Claude Gakosso, représentant le gouvernement, ont pris part à la cérémonie commémorative du 14 juillet organisée à la case de Gaulle, lieu emblématique des relations historiques entre le Congo et la France.

« Cette année, l'Equipe France qui m'entoure et nos partenaires congolais ont travaillé à un rythme de rumba. Le cœur battant, battant pour cette amitié qui nous lie, pour la profondeur de nos relations, exigeantes et ambitieuses, mues par nos intérêts réciproques qui nous lient. Je salue ici ces partenaires de nous avoir suivis dans cette rumba endiablée : les autorités, les élus, les jeunes, les artistes, les fonctionnaires, les entreprises, les bailleurs internationaux, la société civile, nos amis Européens, tant d'autres d'avoir suivi ce rythme qui a apporté des résultats qui ne sont pas que symboliques », a déclaré dans son discours, l'ambassadrice de France au Congo, Claire Bodonyi.

La solidité des relations historiques entre le Congo et la France étant marquée également par des visites officielles réciproques, l'ambassadrice a



Claire Bodonyi délivrant son message/Adiac cepter, pour continuer la route ensemble. Le Cfrad en est l'emblème. En pleins travaux, il offrira d'ici quelques mois ce lieu de mémoire, de fête et d'art, qui devra durer au-delà de la coupure d'un ruban. Il devra durer car il appartient au peuple congolais. « La rumba fait battre le cœur, elle demande donc du souffle. Ce souffle, parfois suspendu à une décision, à un revers, à la compréhension qu'il y a, peut-être, des malentendus, des doutes à lever, des assurances

rappelé la récente visite officielle du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Gusso, à Paris. Cette visite, selon elle, a permis « de rendre les honneurs au peuple du Congo ». La visite au Congo du ministre français délégué en charge de la Francophonie et des partenariats internationaux, Thani Soilihi, n'est pas passée sous silence. Au-delà des honneurs, elle a parlé de la feuille de route qui leur a été tracée, à savoir « travailler à notre histoire partagée, toujours, sans relâche, l'apprendre, l'ac-

à donner, de part et d'autre. Un souffle que d'aucuns aimeraient voir coupé, prétendant que notre relation est d'un autre âge, qu'elle n'est pas à l'équilibre. Pourtant, pour citer Julien Gracq « le rassurant de l'équilibre, c'est que rien ne bouge. Le vrai de l'équilibre, c'est qu'il suffit d'un souffle pour tout faire bouger. N'ayons pas peur du souffle de notre relation historique ». Et, de toutes les façons, comme le dit la sagesse africaine : quand on a mangé salé, on ne peut plus manger sans sel. Le Congo et la France sont sans doute le sel l'un de l'autre », a indiqué Claire Bodonyi.

#### Joindre les efforts pour lutter contre le changement climatique

Dans le cadre de la lutte contre le changement climatique et la préservation de la biodiversité, l'ambassadrice de France a rappelé le soutien de son pays dans cette tâche.

« Le Congo, vous le savez tous, est au cœur d'un bassin dont les ressources en carbone doivent être préservées pour notre humanité. Il n'est pas juste que le Congo soit laissé seul devant cette tâche, devant ses engagements librement pris en marge de la COP de Du-

bai, en 2023. La France vous accompagne dans ce catalyseur de financements qu'est le Country Package, dans lequel, premier bailleur, nous avons versé 20M pour vous soutenir », a rappelé l'ambassadrice.

« Nous bâtissons également ensemble une Académie internationale de lutte contre la criminalité en matière de biodiversité : où mieux qu'au Congo, qui mieux que les Congolais pour diriger cette école qui participera au respect de la forêt et des tourbières qui sont notre patrimoine commun ? Ce travail est aussi essentiel pour notre jeunesse, inquiète de son avenir sur cette terre épuisée par l'Homme », a assuré Claire Bodonyi.

Enfin, elle a évoqué « la poursuite des réflexions » sur les infrastructures « dans un nouveau chapitre à inventer », où les financements du Contrat désendettement développement ont été engagés. Il s'agit de la poursuite des travaux de la corniche de Brazzaville, des infrastructures portuaires fluviales, de la mise à disposition d'Expertise française pour de futurs projets en matière d'électricité, de mobilité urbaine, etc. « En fonction de la demande de nos partenaires », a-t-elle précisé.

Yvette Reine Boro Nzaba